

9° Les sociétés coopératives de construction désignées à l'article [L. 432-2 du code de la construction et de l'habitation](#).

La réalisation d'activités commerciales accessoires par les employeurs non redevables de cette taxe d'apprentissage en application du présent III ne remet pas en cause le bénéfice de l'exonération.

IV.-Sont exonérés mensuellement de la taxe d'apprentissage les employeurs mentionnés au I occupant un ou plusieurs apprentis avec lesquels ils ont conclu un contrat d'apprentissage dans les conditions prévues aux articles [L. 6221-1](#) à [L. 6225-8 du présent code](#), lorsque les rémunérations mensuellement dues par ces employeurs, telles qu'elles sont prises en compte pour la détermination de l'assiette des cotisations définie à l'article [L. 242-1 du code de la sécurité sociale](#), n'excèdent pas six fois le montant du salaire minimum de croissance mensuel en vigueur au cours de la période d'emploi au titre de laquelle les rémunérations sont dues. Les modalités de mise en œuvre de cette exonération sont définies par décret.

[service-public.fr](#)

> Taxe d'apprentissage (TA) et contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA) : Taxe d'apprentissage et dépenses imputables sur le solde de la taxe

## L. 6241-1-1

LOI n°2021-1900 du 30 décembre 2021 - art. 121 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-La taxe d'apprentissage mentionnée à l'article [L. 6241-1](#) est assise sur les revenus d'activités retenus pour le calcul de l'assiette des cotisations sociales mentionnée à l'article [L. 242-1 du code de la sécurité sociale](#) et à l'article [L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime](#).

Toutefois, les rémunérations dues aux apprentis par les employeurs de moins de onze salariés, selon les modalités prévues au I de l'article [L. 130-1 du code de la sécurité sociale](#), sont exonérées de la taxe d'apprentissage.

II.-Le taux de la taxe d'apprentissage est fixé à 0,68 %.

Toutefois, ce taux est fixé à 0,44 % pour les établissements situés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, quel que soit le lieu du siège du principal établissement de l'entreprise. La taxe est versée dans les conditions fixées à l'article [L. 6261-2](#).

III.-Pour le calcul de la taxe, le montant de la contribution et l'assiette déclarée sont arrondis conformément aux [dispositions de l'article L. 133-10 du code de la sécurité sociale](#).

## L. 6241-2

LOI n°2015-1785 du 29 décembre 2015 - art. 38 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Une part principale du produit de la taxe d'apprentissage mentionnée à l'article [L. 6241-1](#), correspondant à l'application d'un taux de 0,59 %, est destinée au financement de l'apprentissage en application du 2° de l'article [L. 6211-2](#) du présent code et reversée à France compétences selon les modalités prévues à l'article [L. 6123-5](#). Pour satisfaire à cette obligation de financement, une entreprise qui dispose d'un centre de formation d'apprentis, accueillant ses apprentis, peut déduire de cette part de la taxe d'apprentissage le montant des dépenses relatives aux formations délivrées par ce service, dans des conditions de mise en œuvre et sous réserve d'un plafonnement précisés par décret. L'entreprise peut aussi déduire de cette même part les versements destinés à financer le développement d'offres nouvelles de formations par apprentissage, lorsque ces dernières servent à former un ou plusieurs apprentis de cette même entreprise, dans des conditions de mise en œuvre et sous réserve d'un plafonnement précisés par décret.

Cette part principale de la taxe d'apprentissage est recouvrée dans les conditions prévues au I de l'article [L. 6131-3](#) du présent code, selon la périodicité applicable en matière de cotisations et de contributions de sécurité sociale.

II.-Le solde, soit la part du produit de la taxe d'apprentissage dû correspondant à l'application d'un taux de 0,09 %, déclaré et recouvré annuellement, est versé :

1° Par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts et consignation, aux établissements destinataires mentionnés à l'article [L. 6241-5](#), pour les dépenses imputées sur le solde au titre du 1° de l'article [L. 6241-4](#).

Cette part est recouvrée dans les conditions prévues au I de l'article [L. 6131-3](#). Elle fait l'objet d'un versement annuel unique concomitant aux cotisations et contributions de sécurité sociale versées au titre de la période d'activité du mois d'avril de l'année suivant celle au titre de laquelle elle est due. Un décret fixe la liste